

Le Venezuela dénonce le refus du dialogue et de la diplomatie de la part du Guyana

Image not found or type unknown

La Havane, 2 octobre, (RHC)- Le Venezuela a dénoncé dimanche la position arrogante et hostile du Guyana, en refusant le dialogue et la diplomatie, comme le plus grand obstacle pour parvenir à une solution sur l'Essequibo, dans le cadre du droit international public.

Dans une déclaration rendue publique à Caracas, le Venezuela signale que le Guyana se montre comme "un gouvernement subordonné, otage de la transnationale Exxon Mobil, qui lui interdit de reprendre un dialogue souverain avec le Venezuela".

Le Venezuela rappelle qu'il y a quelques jours, l'ambassadrice du Guyana auprès de l'ONU a déclaré que "l'accord de Genève de 1966 est, en fait, l'instrument juridique contraignant qui prévoit le règlement du différend relatif à la validité de la sentence arbitrale de 1899 et à la frontière terrestre entre le Guyana et le Venezuela".

Et maintenant, souligne la déclaration, gouvernement guyanais le contredit, ignore la prémisse fondamentale de cet accord, qui a été "convenu entre le Venezuela et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, avant que la République coopérative du Guyana ne voie le jour".

La République bolivarienne a réitéré qu'elle "ne reconnaît pas le mécanisme judiciaire comme moyen de résoudre le différend", car il exclut la nature et l'objectif de l'accord de Genève, qui propose de parvenir à "une solution pratique et satisfaisante" pour les deux parties par le biais de négociations politiques.

Le communiqué du ministère vénézuélien des Affaires étrangères indique que la tutelle des sociétés transnationales "est devenue un dangereux stimulant" pour la perturbation de la paix régionale et le non-respect des obligations internationales de ce pays.

Il a également ajouté la "conduite imprudente et provocatrice" de l'association avec le commandement sud des États-Unis pour installer des bases militaires dans la zone contestée.

Le Venezuela a dénoncé, une fois de plus, le fait qu'en dehors de la discussion sur la frontière terrestre, le gouvernement du Guyana a déployé une série d'actions illégales pour disposer de zones maritimes qui sont en attente de délimitation, en accordant des licences d'exploration dans ces zones.

Il a souligné que cette situation est allée "jusqu'à l'extrême en menant des activités d'exploration, avec Exxon Mobil, dans des zones maritimes qui sont indiscutablement vénézuéliennes".

Le Venezuela a une nouvelle fois exigé que le gouvernement guyanais "renonce à sa conduite servile" face aux intérêts d'Exxon Mobil, mette fin à la militarisation de la zone, respecte le droit international et s'assoie à la table des négociations", comme il est tenu de le faire en vertu de l'accord de Genève de 1966 et du droit international.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/335654-le-venezuela-denonce-le-refus-du-dialogue-et-de-la-diplomatie-de-la-part-du-guyana>



Radio Habana Cuba